

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 4754

[2004/203817]

2 DECEMBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon octroyant un subside au développement de services réguliers de transports de conteneurs par voies navigables en Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, notamment l'article 5, § 1^{er}, 2^o, a);

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, notamment l'article 5, § 1^{er}, 2^o, a);

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés le 2 septembre 2003 et le 28 juin 2004;

Vu les accords du Ministre du Budget, donnés le 2 septembre 2003 et le 26 août 2004;

Vu l'approbation de la Commission européenne sur le régime d'aide d'Etat N4/2004, du 16 juin 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n^o 37.692/4, donné le 21 octobre 2004, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Toute personne physique ou toute personne morale constituée sous forme de société commerciale inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises, exploitant un ou des services réguliers de transports combinés de conteneurs ayant recours aux voies navigables à partir d'un terminal relié à la voie d'eau situé en Wallonie, ci-après dénommée « l'entreprise », peut bénéficier d'une subvention, calculée sur base des taux visés au § 2, alinéa 2. Cette subvention, dans le cas d'une petite ou moyenne entreprises ne peut excéder 21 % des coûts d'exploitation desdits services, tandis que s'il s'agit d'une grande entreprise, la subvention ne peut excéder le taux, visé à l'article 6, alinéa 4, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, à appliquer aux coûts d'exploitation desdits services.

§ 2. La subvention est calculée sur base du nombre de conteneurs, qu'ils soient vides ou remplis, transbordés à bord d'un bateau de navigation intérieure et ce exclusivement dans le cadre des services réguliers de transports combinés fluviaux décrits au § 1^{er}.

La subvention s'établit comme suit :

1^o 12 euros par conteneur de 20 pieds;

2^o 18 euros par conteneur de 30 pieds;

3^o 24 euros par conteneur de 40 pieds;

4^o 27 euros par conteneur de 45 pieds.

Art. 2. Les coûts d'exploitation pris en considération à l'article 1^{er}, § 1^{er}, sont limités aux coûts contractuels payés par l'entreprise pour la location d'une ou de plusieurs allèges ou aux coûts liés à l'exploitation en compte propre par l'entreprise d'une ou de plusieurs allèges, le tout dans le cadre du ou des schémas de navigation prévus par le ou les services réguliers de transports combinés fluviaux. Les droits de navigation et les droits de port payés par l'entreprise dans ce cadre sont également admis au titre de coûts d'exploitation.

Art. 3. L'entreprise sollicitant une subvention doit respecter les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité, ainsi que les législations et réglementations fiscales, sociales et environnementales.

L'entreprise doit respecter l'ensemble des dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels reprises dans la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

En outre, l'entreprise doit présenter un ou des schémas de navigation précis, opérationnels toute l'année dans les deux sens de navigation, assurer l'offre, assurer l'accès à tous les utilisateurs potentiels sans discrimination, respecter les horaires et fréquences établis et présenter un plan financier exposant les coûts liés à l'exercice de l'activité et la rentabilité escomptée.

Art. 4. L'entreprise introduit un dossier auprès de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne, ci-après dénommée « l'administration ».

L'administration transmet le dossier, pour avis, à l'Office de Promotion des Voies navigables du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

La subvention est accordée par service régulier de transport combiné fluvial pendant une période de deux ans, à dater du 1^{er} jour du mois qui suit la date d'introduction du dossier de demande de subvention auprès de l'administration.

S'il s'avère, à l'issue de cette période de deux ans, que lors des six derniers mois d'octroi de subventions, le service régulier de transports combinés fluviaux aidé présente un taux de remplissage moyen du bateau engagé dans le service, de moins de 80 %, les subventions peuvent être octroyées pour une troisième et ultime période d'un an.

Art. 5. Le Ministre qui a l'Economie et les P.M.E. dans ses attributions prend la décision et transmet celle-ci à l'administration pour notification à l'entreprise.

Art. 6. Le versement de la subvention est semestriel et subordonné à la demande de l'entreprise, lequel ne peut intervenir que pour autant que l'entreprise respecte les conditions visées à l'article 3.

Art. 7. Tout versement semestriel de la subvention est subordonné au contrôle d'un relevé précis des conteneurs ayant été chargés ou déchargés d'une navette fluviale au droit d'un terminal à conteneurs situé en Wallonie.

Ce relevé comprend toutes les pièces justificatives prouvant l'exactitude des chiffres avancés, notamment les bordereaux de connaissements.

Ce contrôle peut être effectué en collaboration avec l'Office de Promotion des Voies navigables, avec la Direction générale des Voies hydrauliques du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports ou avec tout autre organisme gestionnaire tels que les ports autonomes.

Art. 8. Lorsque la subvention est cumulée avec d'autres subventions éventuelles émanant de programmes européens de soutien aux transports intermodaux ou accordées par des pays ou régions voisins, l'aide globale sera dans tous les cas plafonnée à 30 % du coût total du transport.

Art. 9. Le Gouvernement charge l'Office de Promotion des Voies navigables de lui soumettre une évaluation sur l'application du présent arrêté au 31 décembre 2005.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2004 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2007.

Art. 11. Le Ministre de l'Economie et de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 décembre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Economie et de l'Emploi,
J.-C. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4754

[2004/203817]

2. DEZEMBER 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung eines Zuschusses für die Entwicklung von regelmäßigen Containertransportdiensten über die schiffbaren Wasserstrassen der Wallonie

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, insbesondere des Artikels 5 § 1 2^o, a);

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, insbesondere des Artikels 5 § 1 2^o a);

Aufgrund der am 2. September 2003 und 28. Juni 2004 abgegebenen Gutachten der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 2. September 2003 und 26. August 2004 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 16. Juni 2004 gegebenen Zustimmung der Europäischen Kommission zur staatlichen Beihilferegelung N4/2004;

Aufgrund des am 21. Oktober 2004 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1^o der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 37.692/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft und der Beschäftigung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - § 1. Jede natürliche Person oder jede juristische Person, die als bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen («Banque-Carrefour des Entreprises») eingetragene Handelsgesellschaft eingerichtet ist, und die einen oder mehrere regelmäßige Containertransportdienste ab einem in der Wallonischen Region befindlichen, mit der Wasserstraße verbundenen Terminal betreibt, nachstehend «der Betrieb» genannt, kann in den Genuss eines Zuschusses gelangen, der nach den in § 2 Absatz 2 erwähnten Sätzen berechnet wird. Im Falle eines Klein- oder Mittelbetriebs kann dieser Zuschuss nicht mehr als 21% der Betriebskosten der besagten Dienste betragen. Im Falle eines Großbetriebs darf der Zuschuss den in Art. 6 Absatz 4 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe erwähnten Satz, der auf die Betriebskosten der besagten Dienste angewandt wird, nicht übersteigen.

§ 2. Der Zuschuss wird auf der Grundlage der Anzahl Container berechnet, die an Bord eines Binnenschiffes umgeladen werden, unabhängig davon, ob sie leer oder voll sind, und dies ausschließlich im Rahmen von regelmäßigen multimodalen Flusstransportdiensten im Sinne von § 1.

Der Zuschuss wird folgendermaßen festgelegt:

1^o 12 Euro pro Container von 20 Fuss;

2^o 18 Euro pro Container von 30 Fuss;

3^o 24 Euro pro Container von 40 Fuss;

4^o 27 Euro pro Container von 45 Fuss.

Art. 2 - Die in Art. 1 § 1 berücksichtigten Betriebskosten sind auf die vertraglichen Kosten beschränkt, die der Betrieb für die Miete eines oder mehrerer Leichter bezahlt, oder auf die Kosten in Zusammenhang mit der Bewirtschaftung eines oder mehrerer Leichter für eigene Rechnung, dies im Rahmen des oder der durch den oder die regelmäßigen multimodalen Flusstransportdienste vorgesehenen Fahrpläne. Die in diesem Rahmen vom Betrieb bezahlten Schiffs- und Hafengebühren werden ebenfalls als Betriebskosten betrachtet.

Art. 3 - Der Betrieb, der einen Zuschuss beantragt, muss die gesetzlichen Bestimmungen beachten, die die Ausübung seiner Aktivität regeln, sowie die steuerlichen, sozialen und umweltrechtlichen Gesetzesbestimmungen und Verordnungen.

Der Betrieb muss die gesamten Bestimmungen in Sachen Buchhaltung und Jahresabschluss beachten, die durch das Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und den Jahresabschluss der Unternehmen vorgeschrieben sind.

Darüber hinaus muss der Betrieb einen oder mehrere genaue, während des ganzen Jahres in beiden Richtungen operative Fahrpläne vorlegen, dem Angebot gerecht sein, allen potentiellen Benutzern den Zugang ohne Diskriminierung anbieten, die festgelegten Zeitpläne und Frequenzen einhalten und einen Finanzplan vorlegen, der die mit der Ausübung der Aktivität verbundenen Kosten und die erhoffte Rentabilität darstellt.

Art. 4 - Der Betrieb reicht eine Akte bei der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region, nachstehend «die Verwaltung» genannt, ein.

Die Verwaltung übermittelt die Akte dem «Office de Promotion des Voies navigables» (Amt zur Förderung der schiffbaren Wasserstraßen) des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen zwecks Abgabe eines Gutachtens.

Der Zuschuss wird pro regelmäßigen multimodalen Flusstransportdienst während eines Zeitraums von zwei Jahren gewährt, ab dem ersten Tag des Monats nach dem Tag, an dem die Akte des Zuschussantrags bei der Verwaltung eingereicht wurde.

Wenn sich am Ablauf dieses zweijährigen Zeitraums herausstellt, dass der bezuschusste regelmäßige multimodale Flusstransportdienst während der letzten sechs Monate, für die Zuschüsse gewährt worden sind, einen durchschnittlichen Füllungsgrad des für den Dienst benutzten Schiffes von weniger als 80% aufweist, dann können die Zuschüsse für einen dritten und letzten einjährigen Zeitraum gewährt werden.

Art. 5 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft und die K.M.B. gehören, fasst den Beschluss und übermittelt diesen der Verwaltung; letztere stellt diesen Beschluss dem Betrieb zu.

Art. 6 - Der Zuschuss wird halbjährlich überwiesen, unter der Voraussetzung, dass vom Betrieb ein entsprechender Antrag eingereicht wurde. Die Zahlung des Vorschuss erfolgt nur dann, wenn der Betrieb die in Art. 3 festgelegten Bedingungen einhält.

Art. 7 - Jegliche halbjährliche Überweisung hängt ebenfalls von der Kontrolle eines genauen Verzeichnisses der Container ab, die auf der Höhe eines in der Wallonischen Region befindlichen Containerterminals auf ein Pendelschiff geladen bzw. von einem Pendelschiff abgeladen wurden.

Dieses Verzeichnis enthält alle Belege, die die Genauigkeit der angegebenen Zahlen beweisen, insbesondere die Frachtbriefe.

Diese Kontrolle kann in Zusammenarbeit mit dem «Office de Promotion des Voies navigables», der Generaldirektion der Wasserstraßen des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen oder jeglicher verwaltenden Einrichtung wie z.B. den autonomen Häfen durchgeführt werden.

Art. 8 - Falls der Zuschuss ggf. zusammen mit anderen Zuschüssen bezogen wird, die von europäischen Programmen zur Unterstützung des intermodalen Verkehrs oder benachbarten Ländern oder Regionen stammen, wird die Gesamthilfe auf jeden Fall auf 30% der Gesamtkosten des Transports beschränkt.

Art. 9 - Die Regierung beauftragt das «Office de Promotion des Voies navigables» damit, ihr am 31. Dezember 2005 eine Bewertung über die Anwendung des vorliegenden Erlasses zu übermitteln.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2004 wirksam und verliert seine Wirkung am 31. Dezember 2007.

Art. 11 - Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. Dezember 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,
J.-C. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 4754

[2004/203817]

2 DECEMBER 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van een subsidie voor de ontwikkeling van container-lijndiensten over de bevaarbare waterwegen in Wallonië

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, 2^o, a);

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, 2^o, a);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 september 2003 en 28 juni 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 september 2003 en 26 augustus 2004;

Gelet op de goedkeuring van de staatssteunregeling N4/2004 door de Europese Commissie op 16 juni 2004;

Gelet op het advies nr. 37.692/4 van de Raad van State, uitgebracht op 21 oktober 2004, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon opgericht in de vorm van een bij de Kruispuntbank voor Ondernemingen ingeschreven handelsvennootschap, die één of meer geregelde diensten voor gecombineerd containervervoer uitbaat via bevaarbare waterwegen vanaf een met de waterweg verbonden en in het Waalse Gewest gelegen terminal, hierna « de onderneming » genoemd, kan in aanmerking komen voor een subsidie berekend op basis van de tarieven bedoeld in § 2, tweede lid. In het geval van een kleine of middelgrote onderneming mag de subsidie niet hoger zijn dan 21 % van de exploitatiekosten van de diensten. In het geval van een grote onderneming mag de subsidie niet hoger zijn dan het tarief bedoeld in artikel 6, vierde lid, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, dat op de exploitatiekosten van bedoelde diensten toegepast moet worden.

§ 2. De subsidie wordt berekend op basis van het aantal al dan niet lege of gevulde containers verscheept op een binnenschip, uitsluitend in het kader van de in § 1 omschreven geregelde diensten voor intermodaal binnenvaartvervoer.

De subsidie wordt vastgelegd als volgt :

- 1° 12 euro per container van 20 voet;
- 2° 19 euro per container van 30 voet;
- 3° 24 euro per container van 40 voet;
- 4° 27 euro per container van 50 voet.

Art. 2. De exploitatiekosten bedoeld in artikel 1, § 1, worden beperkt tot de contractuele kosten betaald door de onderneming voor de huur van één of meer lichters of tot de kosten i.v.m. de exploitatie van één of meer lichters voor eigen rekening door de onderneming in het kader van het (de) scheepvaartschema(s) voorzien door de geregelde dienst(en) voor intermodaal binnenvaartvervoer. De scheepvaart- en havenrechten die de onderneming in dat opzicht betaalt worden eveneens als exploitatiekosten in aanmerking genomen.

Art. 3. De onderneming die een subsidie aanvraagt, voldoet aan de wetsbepalingen betreffende de uitoefening van haar activiteit, alsook aan de fiscale, sociale en milieuwetgevingen en -regelgevingen.

De onderneming voldoet aan het geheel van de bepalingen betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen bedoeld in de wet van 17 juli 1975 betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen.

De onderneming legt bovendien één of meer nauwkeurige scheepvaartschema's over die het hele jaar in beide scheepvaartrichtingen operationeel zijn, garandeert het aanbod, verleent de toegang aan alle potentiële gebruikers zonder discriminatie, houdt zich aan de vastgelegde uurregelingen en frequenties en dient een financieel plan in waarin de kosten i.v.m. de uitoefening van de activiteit en de verwachte rendabiliteit nader bepaald worden.

Art. 4. De onderneming dient een dossier in bij het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest, hierna « de administratie » genoemd.

De administratie maakt het dossier voor advies over aan de « Office de Promotion des Voies navigables » (Dienst bevordering bevaarbare waterwegen) van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer.

De subsidie wordt per geregelde dienst voor intermodaal watervervoer verleend gedurende een periode van twee jaar, te rekenen van de eerste dag van de maand na de datum waarop het dossier voor de subsidieaanvraag bij de administratie wordt ingediend.

Als na afloop van die periode van twee jaar blijkt dat een door de gesubsidieerde geregelde dienst voor intermodaal scheepvaartvervoer in dienst genomen schip tijdens de zes laatste maanden waarin subsidies zijn toegekend een gemiddeld laadpercentage onder 80 % vertoont, kunnen de subsidies voor een derde en laatste periode van één jaar toegekend worden.

Art. 5. De Minister van Economie en K.M.O.'s neemt zijn beslissing en deelt ze mee aan de administratie, die de onderneming informeert.

Art. 6. De subsidie wordt om de zes maanden gestort en is afhankelijk van de aanvraag van de onderneming. Ze wordt slechts gestort als de onderneming voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 3.

Art. 7. Elke zesmaandelijke storting van de subsidie wordt onderworpen aan de controle van een nauwkeurige lijst van de containers geladen op of gelost van een pendelschip ter hoogte van een containerterminal in Wallonië.

Die lijst bevat alle bewijsstukken die de juistheid van de vooropgestelde cijfers bevestigen, o.a. de cognossementen.

Die controle kan uitgevoerd worden in samenwerking met de « Office de Promotion des Voies navigables », met het Directoraat-generaal Waterwegen van het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer, of met elke andere beheersinstelling, zoals de autonome havens.

Art. 8. Als de subsidie eventueel gecumuleerd wordt met andere subsidies voorzien door Europese steunprogramma's voor intermodaal vervoer of verleend door buurlanden of -gewesten, wordt de globale steun in ieder geval beperkt tot 30 % van de totale vervoerskosten.

Art. 9. De Regering verzoekt de « Office de Promotion des Voies navigables » om de overlegging van een evaluatie van de toepassing van dit besluit op 31 december 2007.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2007.

Art. 11. De Minister van Economie en Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 december 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie en Tewerkstelling,
J.-C. MARCOURT